

Les recensions de l'Académie de janvier 2026¹

Téhéran Washington, 1979-2025 : le Grand Satan à l'épreuve de la Révolution islamique / Clément Therme ; préface de Jean-Vincent Holeindre ; postface de Denis Bauchard

Éd. Maisonneuve & Larose, 2025

Cote : 70.071

Dans *L'Iran et ses rivaux*, (Passés Composés 2020) qu'il avait dirigé, objet d'une précédente recension, M. Clément Therme avait révélé le rapprochement russo-iranien en soulignant les contacts entre religieux musulmans chiites et chrétiens orthodoxes russes. Ce nouveau livre a pour objectif d'étudier les liens humains, les réseaux informels sportifs, religieux, universitaires les relations actuelles comme anciennes entre Iran et États-Unis, les sanctions économiques alors que la focalisation sur le dossier nucléaire n'éclaire pas les lectures américaines de l'Iran (p.14). Le décalage entre une opinion publique considérée comme la plus proaméricaine de la région et le régime théocratique est également évoqué (p.37).

Après avoir été longtemps un État client des États-Unis, le régime impérial affirme son indépendance politique, devenant un partenaire de Washington dans le Golfe persique (p.53). Les accords d'Alger entre Téhéran et Bagdad en 1975 marquent l'accession de l'Iran au statut de puissance régionale (p.54). En 1978, 50.000 étudiants iraniens résident aux États-Unis (p.57). En 1979, pour des raisons de politique interne, le Président Carter ne permettra pas au Shah, renversé, d'être soigné aux États-Unis. En fait, Washington n'a pas été à même d'anticiper la Révolution iranienne (p.60) qui fera de la prise d'otages américains l'acte fondateur de sa diplomatie (p.62). Pourtant, jusqu'en 1996, les États-Unis resteront l'un des principaux partenaires de l'Iran, achetant le pétrole (p.173) tandis que l'Iran aura toujours besoin de pièces américaines pour la maintenance des infrastructures de l'époque du Chah (p.175). En même temps, L'Iran perçoit la menace d'un encerclement militaire par les États-Unis (p.29) qui disposent de 57 000 soldats déployés dans la région (p.25) et d'une présence diplomatique dans 14 des 15 (sauf l'Afghanistan) États limitrophes de l'Iran tandis que le Consulat américain à Dubaï joue un rôle d'observation principal (p.32).

Néanmoins, Téhéran partage l'hostilité de Washington face à Daech (p.203). Mais la reprise des relations diplomatiques américano-iraniennes risquerait de voir une foule ininterrompue de citoyens iraniens demander un visa au consulat américain de Téhéran (p.63). Aussi, le pouvoir profond des institutions non soumises aux suffrages des électeurs, du Guide aux pasdaran, s'oppose aux initiatives de rapprochement économique ou culturel avec Washington des institutions élues, du Président au Parlement, (p.65). Cependant, le dialogue interreligieux traditionnel du clergé chiite, favorise les relations irano-américaines (p.157) comme les compétitions sportives (p.159) ou la présence des étudiants iraniens aux États-Unis (p.156), féminine à 40% (p.166), y compris ceux du régime iranien objet de surveillance. 90% de la diaspora iranienne aux États-Unis ne croient pas aux promesses des autorités de leur pays (p.161). Il est vrai que la fuite des cerveaux constitue une aubaine pour les conservateurs qui craignent de voir découvrir la mauvaise gestion des affaires du pays (p.165). Entre 5 à 10



Les recensions de l' [Académie des sciences d'outre-mer](#) sont mises à disposition selon les termes de la licence [Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transposée](#).
Cette recension est basée sur un ouvrage disponible à la [bibliothèque de l'académie des science d'outre-mer](#)

millions d'Iraniens, dont 1,5 million aux États-Unis, ont fui leur pays (p.77). L'Iran aurait conduit à leur égard des dizaines d'opérations visant à éliminer des opposants sur le territoire américain (p.48). De son côté, Washington soutient les mass media persanophones libres de Radio Free Europe, basé à Prague (p.180), de Sedayé America de Voice of America (p.183) et d'une chaîne satellitaire en persan émettant de Dubaï (p.186). Le soutien américain va également aux minorités ethniques kurde, arabe, azérie, baloutche qui sont persécutées (p.190). En juin 2025, des avions israéliens puis américains bombardent des cibles nucléaires iraniennes en surface et souterraines (p.18), causant 1062 victimes et 5800 blessés iraniens. La réplique de Téhéran avec 550 missiles et 1000 drones cause à son tour 28 victimes et 3000 blessés israéliens (p.20).

Étudiant la situation intérieure de l'Iran, J.V. Holeindre dans sa préface rappelle que la Révolution islamique, loin d'être issue d'une mobilisation paysanne de nature socio-économique, s'est appuyée sur des réseaux urbains et religieux, portés par le clergé chiite (p.7). Plus tard, la théocratie islamiste, confrontée aux défis du clientélisme, se verra soumise dans la prise de décision aux forces de répression (p.74) et désormais confrontée au mécontentement des classes populaires asphyxiées par un régime qui veut enfermer sa population (p.87). L'isolement croissant du pays sur la scène internationale ne favorise pas une amélioration des conditions de vie des citoyens (p.100). L'antiaméricanisme existentiel du récit officiel ne correspond pas aux préférences de la majorité de l'opinion publique iranienne qui souhaite une normalisation des relations internationales de leur pays. Le slogan « Mon ennemi est ici » scandé par les manifestants constitue une réponse subversive au discours officiel qui désigne les États-Unis comme « l'ennemi principal » (p.30).

Pour ce qui est de la politique étrangère, l'Iran envoie à Washington des diplomates hébergés dans l'ambassade du Pakistan (p.109) car il a plus besoin de communiquer avec Washington que l'inverse (p.111). A Téhéran, l'ambassade de Suisse représente les intérêts américains (p.109). La diplomatie de Téhéran depuis 1979 consiste à exploiter les tensions internes entre États-Unis et Israël (p.23) mais l'importante communauté d'origine iranienne en Israël constitue un atout dans la connaissance des dynamiques internes de l'Iran (p.32). En Syrie, les pro-iraniens ont disparu et Téhéran ne semble plus contrôler le Hezbollah au Liban (p.92). A partir de 2000, les grandes puissances ont reproché à l'Iran de ne pas avoir rendu public l'avancement de son programme nucléaire pendant 18 années. En 2006, l'ONU a enjoint l'Iran de suspendre ses activités liées au retraitement de l'uranium. Ces propositions ont été rejetées par l'Iran (p.198). En 2021, l'Iran a décidé d'augmenter l'enrichissement de l'uranium à 20% afin d'amener à des négociations sur une levée de sanctions (p.207). En 2025, selon l'AIEA, l'Iran disposerait de plus de 400 kilos d'uranium enrichi à 60%, un seuil très proche du niveau requis pour fabriquer une arme nucléaire (p.210). Comme la logique de la République islamique n'est pas économique, elle grève la capacité d'utiliser l'outil des sanctions pour infléchir la stratégie iranienne (p.212). De plus, Téhéran recourt cyniquement à la diplomatie des otages comme levier de négociation (p.139) tout en déniait sa responsabilité sous couvert de séparation des pouvoirs (p.152).

Même si le rétablissement des relations commerciales avec L'Union européenne peut conduire à la montée en puissance de groupes politiques modérés et à l'affaiblissement de réseaux politico-économiques tournés vers l'Asie et la Russie (p.80), la Grande Bretagne et la France sont les pays les plus déterminés face aux ambitions nucléaires iraniennes (p.103). Dans le contexte de la guerre d'Ukraine depuis 2022, les relations irano-européennes sont de plus en plus dépendantes de l'approfondissement des coopérations sécuritaires entre Téhéran et Moscou (p.216). En ce qui concerne les relations avec les pays arabes, Doha, qui a profité de

l'affaiblissement de l'Égypte pour jouer un plus grand rôle diplomatique (p.124), faciliterait les contacts entre Frères musulmans sunnites et chiites khomeynistes tandis que Riyad refuse toute influence iranienne en Arabie (p.123). Néanmoins, le Qatar, malgré sa neutralité dans le conflit, vit la base aérienne américaine d'al Udeid bombardée par les Iraniens le 23 juin 2025 (p.126). Oman reste le seul médiateur fiable dans les crises régionales impliquant l'Iran (p.131). L'Irak voit certaines de ses milices alignées sur l'Iran mais d'autres nationalistes suivent le populaire Grand Ayatollah Sistani (p.223), qui prône une fusion avec les forces sécuritaires de l'État irakien (p. 221). Il existe également une compétition entre les réseaux transnationaux de Najaf et de Qom dans le monde chiite (p.223). Les revers subis par Téhéran ont affaibli son soutien au Hezbollah et au Hamas (p.226).

Denis Bauchard dans la postface rappelle que la Chine est devenue en quelques années le premier fournisseur et investisseur en Iran. Grâce à elle, à Dubaï et à la Turquie, Téhéran a limité l'impact des sanctions et il avait pu développer son influence régionale. De ce fait, il demeure un défi majeur pour les États-Unis et l'Europe (p.243).

L'Iran a besoin de trouver un nouveau compromis avec l'Occident pour éviter un effondrement économique suivi d'un changement de régime (p.228), lequel maintient sa survie au prix d'une surenchère sécuritaire et d'un repli idéologique au détriment d'une base sociale réduite à ses fidèles (p.234). La seule issue viable réside dans l'émergence d'un système politique plus représentatif des aspirations de la population. Un « Iran normalisé » est exigé par les États de la région, soucieux de leur stabilité politique et de leur prospérité économique (p.235). Washington, par pragmatisme, veut se retirer d'une région, théâtre de deux guerres américaines au cours de ces deux dernières décennies (p.228).

Le lecteur appréciera les sources bibliographiques diversifiées (p.245 à 256).

Christian Lochon